

Appel à communication

Colloque pluridisciplinaire et international

ESPACES HERITES, ESPACES ENJEUX

Appropriations – (dé)valorisations – catégorisations

8-9-10 novembre 2007, Maison de la Recherche en Sciences Humaines
Université de Caen Basse-Normandie.

Colloque organisé par l'UMR CNRS ESO « Espaces géographiques et sociétés », les pôles pluridisciplinaires « Villes et sciences sociales » et « Sociétés et espaces ruraux » de la MRSH de l'Université de Caen, le Programme de Recherches Interdisciplinaires « Études urbaines » de l'EHESS Paris, le CREDILIF de l'Université de Rennes 2.

La dimension spatiale des processus de division et hiérarchisation sociale

Ce colloque a pour objectif de permettre la rencontre de chercheuses et chercheurs en sciences sociales partageant l'ambition d'intégrer pleinement l'espace dans l'étude de la société, autour d'un questionnement central : quels sont les rapports entre valeur des espaces et positions sociales ? Plus précisément : en quoi l'appropriation, la catégorisation, la hiérarchisation des espaces jouent-elles un rôle dans *la production des inégalités, la différenciation et la hiérarchisation des individus et des groupes sociaux, la construction de rapports sociaux dissymétriques ?*

Parler de catégorisation invite à interroger le rôle du langage et des discours, à travers notamment l'articulation entre mise en mots des espaces et mise en mots des groupes sociaux. Parler de valorisation peut nous entraîner vers un questionnement plus économique, sur la « marchandisation » des espaces et les tensions entre valeurs d'usage et valeurs d'échange par exemple, ou encore du côté des valeurs et représentations symboliques dont les espaces sont investis. Mais au bout du compte, il s'agit précisément *d'interroger les formes et « luttes de classement » dans toutes leurs facettes* (linguistiques, économiques, symboliques mais aussi matérielles, juridiques, politiques...) *et plus encore dans les rapports qu'elles entretiennent*, en faisant l'hypothèse que leur commune dimension spatiale permettra de problématiser ces relations de manière renouvelée.

De même, s'il existe plusieurs modes de division et de hiérarchisation des sociétés (classes sociales ou groupes socioprofessionnels, mais aussi genres, origines nationales ou « ethniques », âges, sexualités, langues, cultures...), les aborder par l'espace permettra sans doute de saisir la façon dont ils se combinent, entrent en concurrence ou se renforcent.

Axes de questionnements proposés

Interroger l'espace comme enjeu de rapports de pouvoir ou de concurrences diverses et entrecroisées, confère une centralité à la problématique de *l'appropriation de l'espace*. Cette

notion renvoie principalement à *l'usage exclusif* ou au *contrôle de l'espace* (la privatisation des espaces domestiques, la fermeture des *gated communities*, l'entre-soi des clubs select, l'exclusion des indésirables par delà les frontières...), mais il ne faudrait pas négliger ses autres significations : l'aménagement et l'usage autonome, le sentiment d'être chez soi ou à sa place, l'association symbolique ou identitaire (commune ouvrière, quartier chinois, bar gay...), etc.

- Qui s'approprie les différents types d'espaces (urbains / ruraux, centraux / périphériques, etc.) ? Grâce à quelles ressources l'appropriation ou l'attribution des espaces aux individus et groupes sociaux (par transmission ou assignation), ou au contraire leur expropriation ou mise à distance, sont-elles rendues possibles ?

- Quels sont les espaces les plus disputés ? Inversement, peut-on s'approprier des espaces dévalorisés ou stigmatisés, à l'image des quartiers d'habitat social ou dégradé ? Y a-t-il des espaces « inappropriables » et qu'en est-il par exemple des « institutions totales » : hôpitaux, prisons, camps, casernes... ?

- Quelles sont les différentes modalités ou stratégies matérielles et idéelles d'appropriation de l'espace (violences physiques, propriété ou autres dispositions juridiques, marquage symbolique, discours légitimes...) ? Et surtout, quels sont les rapports qu'elles entretiennent entre elles ? Ces stratégies se manifestent-elles toujours à travers le marquage de l'espace (architecture, signalétique, pratiques symboliques...) ou peuvent-elles rester « tacites » ?

Mais les rapports de concurrence ou de pouvoir concernent aussi la qualification de l'espace, la production de sa valeur et non sa seule appropriation. D'autant plus que les notions de valeur, de (dé)valorisation, etc. renvoient à des constructions sociales (non à des propriétés naturelles), ayant de multiples facettes (non univoques), variables non seulement selon les sociétés et les époques, mais également au sein d'une même société.

- Comment passe-t-on du classement comme simple découpage à la hiérarchisation, des différences spatiales aux inégalités sociales ? Comment valorisations et dévalorisations s'articulent-elles à chaque échelle spatiale (habitat, quartier, ville, région, territoire national...), mais aussi entre ces différentes échelles ? Et comment contribuent-elles à les construire ?

- Quelles sont les différentes formes (économiques, fonctionnelles, esthétiques, symboliques, affectives...) de hiérarchisation des espaces ? Sont-elles cumulatives ou au contraire exclusives et contradictoires, ou encore elles-mêmes hiérarchisées ?

- Comment chacune de ces formes de valeur évolue-t-elle dans le temps, de sa production à sa disparition, en passant par sa diffusion ou objectivation ? Comment peut-elle s'inverser (et selon quelle temporalité), comme dans le cas de la patrimonialisation/gentrification de certains quartiers ou de l'application de la notion de risque à certains espaces (catastrophe, évolution des perceptions, des documents d'urbanisme...) ?

- Qu'est-ce qui fait, ou plutôt *qui* fait (ou défait) la valeur des lieux et espaces ? Quel est le rôle des ménages, de l'État et des collectivités locales (à travers les politiques de logement, les politiques urbaines, sociales, scolaires...), mais aussi des médias (des chaînes nationales de télévision à la presse locale), des autres entreprises (stratégies de localisation, d'embauche, discriminations...), des associations, etc., dans cette fabrication ? Quelle est la part de domination, ou au contraire de résistance et de « quant à soi » des individus et groupes sociaux, notamment les plus démunis ?

Bref, comment la valeur circule-t-elle et se transmet-elle (ou pas), d'un individu ou d'un groupe à un autre, mais aussi d'un groupe à un lieu, d'un lieu à un individu, d'une dénomination à une autre... ?

À ces questionnements, non exclusifs d'autres propositions du même ordre, il nous semble important *d'ajouter un axe plus réflexif et historiographique sur le regard et les pratiques des « savants »* : outre les jugements de valeur portés sur les groupes et espaces qu'ils étudient, quels sont les rapports entre les catégorisations « savantes » et les catégorisations « ordinaires » ou « indigènes » ?

Le lien que l'on peut imaginer entre ces découpages du social et les divisions de la recherche en disciplines et spécialités, rend plus cruciale encore la rencontre de l'ensemble des sciences sociales, aujourd'hui plus attentives à la dimension spatiale : géographie, histoire, sociologie, ethnologie, sociolinguistique urbaine, histoire de l'architecture, économie, science politique, droit... De même que le dialogue doit s'instaurer entre les spécialités fondées sur des terrains de recherche (études urbaines, rurales, et maintenant périurbaines) ou sur des aires géographiques (États, continents ou régions du monde), de façon à favoriser les confrontations et si possible les comparaisons internationales.

Les propositions de communications doivent être envoyées avant le 28 avril 2007 à l'adresse suivante : fabrice.ripoll@unicaen.fr (secrétaire).

Elles devront être comprises entre 3000 et 5000 signes (espaces non compris), comporter un titre, expliciter le questionnement et les matériaux utilisés (quelques références bibliographiques possibles).

Une fiche signalétique séparée indiquera le titre de la proposition, les nom et prénom du ou des auteurs, l'institution de rattachement, la discipline ainsi qu'une adresse électronique (à défaut, postale).

Les propositions seront évaluées de façon anonyme, par deux chercheurs de deux disciplines différentes. Les réponses seront envoyées début juin 2007.

Le texte définitif, d'environ 40 000 signes, est attendu pour le 30 septembre 2007. Des publications sélectives sont envisagées, sous forme d'ouvrage collectif et/ou de dossier de revue.

Les informations pratiques et contributions scientifiques seront consultables sur le site Internet de l'UMR ESO, à l'adresse suivante : http://eso.cnrs.fr/actualites_2.html

COMITE SCIENTIFIQUE

Isabelle Backouche, MCF en histoire, CRH - UMR CNRS 8558 / PRI Études urbaines, EHESS, Paris.

Thierry Bulot, MCF habilité en sociolinguistique, CREDILIF, Université de Rennes 2.

Annie Fourcaut, PR en histoire, Directrice du CHS - UMR CNRS 8058, Université de Paris I.

Maria Gravari-Barbas, PR en géographie, CARTA - UMR CNRS 6590, Université d'Angers.

- Régis Keerle**, MCF en géographie, RESO - UMR CNRS 6590, Université de Rennes 2.
- Brigitte Marin**, PR en histoire, TELEMME - UMR CNRS 6570, Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, Aix-en-Provence.
- Emmanuel Martinais**, Chargé de recherche en géographie, RIVES – UMR CNRS 5600, ENTPE, Lyon.
- Christelle Morel-Journel**, MCF en géographie, RIVES - UMR CNRS 5600, Université Jean Monnet de Saint-Étienne.
- Gilles Laferté**, Chargé de recherche en sociologie, CAESER INRA-Dijon, chercheur associé au Centre Maurice Halbwachs - UMR CNRS 8097.
- Claude Loupiac**, MCF en histoire de l'architecture, AVD, Université de Paris I.
- Philippe Madeline**, MCF en géographie, CRESO - UMR CNRS 6590, Coresponsable du Pôle « Sociétés et espaces ruraux » de la MRSH, Université de Caen Basse-Normandie.
- Michel Rautenberg**, PR en ethnologie, CLERSÉ - UMR CNRS 8019, Université de Lille 1.
- Nicolas Renahy**, Chargé de recherche en sociologie, CAESER INRA-Dijon, chercheur associé au Centre Maurice Halbwachs - UMR CNRS 8097.
- Raymonde Séchet**, PR en géographie, Directrice de l'UMR CNRS 6590, RESO, Université de Rennes 2.
- Yasmine Siblot**, MCF en sociologie, Laboratoire Georges Friedmann - UMR CNRS 8593, chercheuse associée au CSU - UMR CNRS 7112, Université de Paris 1.
- Sylvie Tissot**, MCF en sociologie, CSU - UMR CNRS 7112, chercheuse associée au GSPE-PRISME - UMR CNRS 7012, Université de Strasbourg II.
- Cyril Trimaille**, MCF en sociolinguistique, LIDILEM, Université de Grenoble 3.
- Vincent Veschambre**, MCF habilité en géographie, CARTA - UMR CNRS 6590, Université d'Angers.
- Nadine Vivier**, PR en histoire, LHAMANS, Université du Maine.
- Pierre-Paul Zalio**, PR en sociologie, IDHE, ENS-Cachan, Paris.

COMITE D'ORGANISATION

- Pierre Bergel**, MCF en géographie, CRESO - UMR CNRS 6590, Coresponsable du Pôle « Villes et sciences sociales » de la MRSH, Université de Caen Basse-Normandie.
- Michaël Bermond**, MCF en géographie, CRESO - UMR CNRS 6590, Université de Caen Basse-Normandie.
- Patrice Gourbin**, Docteur en histoire de l'architecture, Pôle « Villes et sciences sociales » de la MRSH, Université de Caen Basse-Normandie.
- Fabrice Ripoll**, Docteur en géographie, CRESO - UMR CNRS 6590, Université de Caen Basse-Normandie.
- Rémi Rouault**, PR en géographie, Directeur du CRESO - UMR CNRS 6590, Université de Caen Basse-Normandie.